

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-143

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

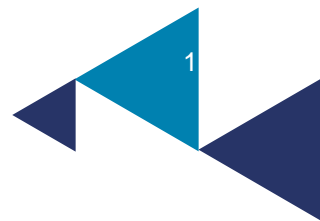
La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour



chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2785

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires	RNCP35351	BUT - QUALITÉ, LOGISTIQUE INDUSTRIELLE ET ORGANISATION : PILOTAGE DE LA CHAÎNE LOGISTIQUE GLOBALE	6800	7712	7110	8600	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires	RNCP35354	BUT - TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION : MARKETING DIGITAL, E BUSINESS ET ENTREPRENEURIAT	6800	8000	7500	8500	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires	RNCP35500	BUT - MÉTIERS DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET : STRATÉGIE DE COMMUNICATION NUMÉRIQUE ET DESIGN D'EXPÉRIENCE	6800	7820	7110	8500	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
priseurs judiciaires							
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP35501	BUT - MÉTIERS DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET : CRÉATION NUMÉRIQUE	6800	7816	7110	8562	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP35502	BUT - MÉTIERS DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET : DÉVELOPPEMENT WEB ET DISPOSITIFS INTERACTIFS	6800	7860	7316	8547	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP35382	LICENCE PROFESSIONNELLE - ACTIVITÉS JURIDIQUES : MÉTIERS DU DROIT DES SOCIÉTÉS (FICHE NATIONALE)	6800	7500	7100	8500	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP26821	MANAGER DE LA STRATEGIE DIGITALE ET DE LA COMMUNICATION NUMERIQUE (KLM - ISEAM)	7500	8668	7871	9280	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-	RNCP28128	RESPONSABLE ADMINISTRATIF(VE) BILINGUE - OFFICE MANAGER	6800	7500	7075	8200	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
priseurs judiciaires							
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP29837	MANAGER DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DU NUMÉRIQUE	7500	9000	8475	11725	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP30329	INFOGRAPHISTE WEBDESIGNER (EDAIC)	6800	7743	7110	8500	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP34413	RESPONSABLE DE PROJET WEBMARKETING ET COMMUNICATION DIGITALE	6800	7760	7245	8591	NON CONFORME
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP35137	ASSISTANT JURIDIQUE : OPTION JUDICIAIRE / JURIDIQUE	6800	7858	7103	9600	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires- priseurs judiciaires	RNCP35443	INFOGRAPHISTE MULTIMÉDIA	7600	8481	8127	9108	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés